

EL-TARF

La santé et les travaux publics passés au crible

Comme de coutume, la quatrième session ordinaire de l'APW s'est tenue en retard, sans que personne en explique ni les motivations ni les raisons objectives. Ainsi, lors de cette session qui s'est déroulée, mardi dernier, dans la salle de réunions de l'APW, les élus ont passé au crible le dossier de la santé et celui des travaux publics.

Le directeur de la santé et de la population, M. Fréha Abdelghani, a présenté un rapport exhaustif, en somme un inventaire, s'étalant sur 327 pages sous le titre générique de «état du secteur entre vérités et perspectives».

Ainsi, il ressort dudit rapport que la wilaya compte, selon la nouvelle politique sanitaire, 7 établissements sanitaires publics (EPS) qui se répartissent entre 3 établissements publics hospitaliers (EPH), avec une capacité de 494 lits, et 4 établissements publics de la santé de proximité (EPSP) répartis entre les communes d'El-Tarf, El-Kala, Bouhadjar et Drean. Ces établissements sont composés de 18 polycliniques

et 84 salles de soins. Il ressort de la cartographie que «la wilaya dispose de 8 unités médicales et chirurgicales (UMC) activant H24, et de 10 services pour l'accouchement des femmes répartis entre les différents EPH et EPSP».

Dans le même sens, le directeur, en usant d'un langage simple et clair, indiquera que le secteur dont il a les rênes «compte, entre autres, 4 maisons de diabétiques, 4 centres inté-rimaires de santé mentale (CISM), 2 centres de contrôle de la santé au niveau des frontières (CSF), 1 centre de dépistage volontaire pour les maladies sexuelles (CDV) à El-Kala, un centre d'hémodialyse, 3 centres de transfusion sanguine (CTS), une annexe de formation des para-médicaux (AFPM) avec une capacité de 30 places pédagogiques dans sa première phase, un laboratoire d'hygiène de wilaya, 40 unités de dépistage et de suivi (UDS) dont 12 au niveau des établissements scolaires, un centre d'information et de documentation sanitaires (CID) à El-Tarf».

Evoquant le volet des moyens humains, M. Fréha dira avec punch que «pour les prochaines années, il est indispensable d'arriver, entre autres, aux normes sanitaires des pays de l'OCDE lesquels sont arrivés au seuil de saturation en matière de couverture sanitaire, d'effacer les différences et déséquilibres sanitaires à l'intérieur de la wilaya, de finir la mise en place du système de veille sanitaire ainsi que le réseau informatique intranet, l'application des normes en matière de prestations sanitaires (les standards de qualité) et les indicateurs de qualité, l'accréditation de l'ensemble des établissements hospitaliers entrant dans le processus de réforme après l'achèvement de la phase d'application du système de la contractualisation».

2 374 interventions chirurgicales effectuées

Dans le même sillage, le directeur précisera sans ambages que pour les moyens techniques, ce secteur sensible et indispensable dispose de «un scanner de dernière génération au niveau de l'hôpital d'El-Kala, 10 appareils de radiographie, 2 fauteuils dentaires, 11 laboratoires et 9 salles d'opérations chirurgicales, 6 échographes, 3 échodopplers, 3 amplificateurs de brillance, 3 appareils de mammographie, 16 couveuses et 16 ECG.

Ces moyens sont déployés au niveau des établissements publics hospitaliers (EPH). Aussi, les structures des établissements de santé de proximité disposent-ils de 26 appareils de radiographie, 41 fauteuils dentaires, 19 laboratoires d'analyses, 24 couveuses, 11 ECG et 2 échodopplers. D'autre part, le



commis de l'Etat notera que «le parc roulant se compose dans son ensemble de 27 ambulances, de 13 véhicules de liaison, 13 véhicules de tourisme et de 8 camions, sachant que l'âge moyen dudit parc est de 10 ans. Dans le cadre du programme supplémentaire de la relance économique 2005-2009, l'ensemble des poly-cliniques sera renforcé par 25 ambulances et 16 fauteuils dentaires afin d'améliorer la couverture et les prestations sanitaires».

Abordant le volet des activités des établissements sanitaires durant l'année, l'orateur expliquera : «Nos structures ont enregistré durant l'année 2008, 18 410 nuitées au niveau des hôpitaux et 65 891 jours d'hospitalisation dont la durée moyenne est de 3,98. Par ailleurs nous avons enregistré un taux d'occupation des lits de 37,29%. Pour ce qui est des évacuations, leur nombre a été de 3 988. Concernant les activités des 9 blocs opératoires, le nombre des interventions enregistrées est de 2 374. Les consultations ont atteint le nombre de 980 330».

Le directeur Fréha révélera que «les 27 labos ont effectué 379 946 analyses et les services de radiographie ont réalisé 80 488 clichés.» Pour ce qui est du secteur privé, le premier homme du secteur fera savoir qu'«au niveau de la wilaya, il existe 66 cliniques privées, 33 cliniques spécialisées, 43 cliniques pour dentistes, 100 pharmacies, 8 cliniques paramédicales, 3 laboratoires d'analyses, un centre médical et social de la douane, et un autre de la police, 3 entreprises pour la fabrication et l'emballage du médicament, à savoir Biocare, Anpha et Solipharm et enfin 3 entreprises spécialisées dans le transport de malades».

Analysant le rapport, le wali dira, d'une manière tranchée, que «le secteur est en nette et constante amélioration et le

rapport élaboré par la direction de la santé est exhaustif à plus d'un titre. L'entretien des salles de soins est du ressort exclusif des communes». Dans l'après-midi de la même journée, les élus ont débattu et approuvé le dossier des travaux publics.

En présentant son rapport, le directeur du secteur fera savoir qu'«avec un linéaire de 1 529 km dont 297,768 km de routes nationales, la wilaya d'El-Tarf joue le rôle d'échangeur en matière de circulation routière entre la Tunisie et le reste du pays (Guelma, Souk-Ahras, Annaba). Elle est donc traversée par trois véritable axes : la RN44, la RN16 et la RN84 A, respectivement d'un linéaire de 100 km, 13,5 km et 60 km.

Un important programme en matière d'infrastructures routières

A cela s'ajoutent 262,420 km de routes de wilaya et 968,55 km de chemins communaux».

En ce qui concerne le programme sectoriel centralisé (PSC/2005-2009) le directeur expliquera avec force détail que «dans ce cadre la wilaya a bénéficié d'un important programme en matière d'infrastructures maritimes, d'entretien des routes nationales, de la libération de l'emprise de l'autoroute Est-Ouest et du parachèvement des infrastructures administratives pour une autorisation de programme globale de 9 089 756 000 DA pour 24 opérations inscrites». Et ajoutera que «ce programme a permis l'entretien périodique de 53 km de routes nationales (RN), la mise à niveau des signalisations horizontales et verticales sur 846 km de routes nationales, chemins de wilaya et chemins communaux, l'élimination des points noirs par l'aménagement de 7 carrefours, la construction et le parachèvement de 5 maisons cantonnières avec leurs

équipements, l'entretien et la protection de l'ancien port (presqu'île, musoir et jetée principale), et le parachèvement du siège de la direction et de la subdivision de la daïra de Ben-M'hidi».

Pour le programme PSD (programme sectoriel décentralisé) le commis de l'Etat dira que «le secteur des travaux publics a bénéficié d'un programme exhaustif pour la réalisation de nouvelles infrastructures, la protection des rivages, et l'entretien des chemins communaux et de wilaya pour une autorisation de programme globale de 6 314 985 000 DA. Ce programme a permis l'achèvement de 317 km de routes, le traitement de 13 points de glissement et la réalisation de 10 ouvrages d'art». Le directeur des travaux axera son intervention, par ailleurs, sur les perspectives de développement du secteur pour le prochain quinquennat s'étalant de 2009 à 2013.

Aussi, indiquera-t-il «afin de répondre aux exigences du développement future de la wilaya en matière d'infrastructures de base, mes services ont tracé une stratégie pour la sauvegarde de ce patrimoine d'un linéaire totale de 1 529 km. Il y a deux objectif majeurs, à savoir d'un côté la réalisation de travaux de mise en 2x2 voies, de réhabilitation et de renforcement dans le cadre des opérations planifiées et l'entretien, et la préservation du réseau existant, d'un autre.

Cette stratégie se présente selon trois types de programme. Il s'agit en premier lieu d'un programme centralisé entrant dans le cadre du désenclavement des villes, la liaison autoroutière et l'accès aux zones d'extension touristiques balnéaires. Et en deuxième lieu du développement et de l'entretien du réseau existant».

Cependant, le DTP ne manquera pas de faire noter aux présents que des problèmes et des contraintes

peuvent entraver la bonne exécution de ce programme à savoir, entre autres, «le déficit au niveau des autorisations de programme (AP), des projets de dédoublement de la RN44 et la RN16, au niveau des structures administratives le secteur connaît des difficultés de fonctionnement, notamment en ce qui concerne particulièrement les subdivisions territoriales et cela par manque de sièges malgré la disponibilité des terrains affectés pour leurs constructions, à savoir El-Tarf, Besbès et la subdivision maritime, l'indisponibilité des matériaux remplissant les normes requises pour la réhabilitation des infrastructures de base, les difficultés dans l'extraction de TVN destiné à la réalisation des projets, l'éloignement des sources d'approvisionnement (peu de sites de carrière dans la wilaya) et enfin la fluctuation des prix des matériaux et leurs coûts prohibitifs». Prenant la parole, le wali a exhorté le premier homme du secteur à être «plus ambitieux à l'image de ce que font les autres wilayas. Il faut voir grand et beau avec une qualité irréprochable en matière de finition et de qualité des matériaux». Pour le wali «il est temps de sortir de la médiocrité».

Par ailleurs, les débats qui ont suivi la présentation des deux rapports ont montré l'immense fossé qui sépare la population et les élus du peuple. Quasiment toutes les questions cachaient en réalité des arrière-pensées et des calculs mercantiles avec comme seule finalité des intérêts mesquins et personnels.

Un élu a posé le problème de la châtaigne d'eau, une plante du lac Oubeira, pour dire que la biodiversité est en danger et que le biotope est affecté alors que l'exploitation par un privé dudit lac a protégé ce dernier des actes de braconnage des oiseaux et de la surpêche, et a généré à l'Etat des milliards de centimes de recettes fiscales avec à la clé la création de centaines de postes d'emplois directs et indirects.

L'intervention du directeur de la pêche et des ressources halieutiques a permis d'éclairer la lanterne des sceptiques. «Le privé qui exploite le lac respecte scrupuleusement le cahier des charges. Il faut savoir que pendant les années 1980, l'ONDPA, un office qui exploitait auparavant le lac a introduit la carpe, un poisson herbivore qui est, malheureusement, la cause de plusurs problèmes et dommages», a-t-il affirmé.

Daoud Allam

ASSOCIATION DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le président dans le collimateur

Rien ne va plus entre le président et les membres du bureau de l'Association de la protection de l'environnement de la wilaya d'El-Tarf. Et pour cause, trois membres influents estiment, dans une correspondance adressée aux autorités compétentes, que le président use et abuse du cachet de l'association alors que cette dernière est en hibernation, ses activités gelées et le siège fermé depuis plusieurs années. Dans la même missive, ils se posent des questions sur l'utilisation et la

destination de l'aide de 400 millions octroyée par l'Union européenne.

Les mêmes membres réclament, par ailleurs, l'établissement d'un inventaire de l'ensemble des équipements et des meubles de l'association dont le siège se trouve à Ain-El-Assel. Ils estiment que l'objet de l'association est dévié «de sa ligne originelle pour des buts personnels et ce, par le lot de communiqués conjoncturels qui cachent des desseins inavoués». Dans le même sillage, interrogé par téléphone, le

directeur de l'environnement estime : «Le président a dévoyé les objectifs de l'association et les communiqués qui en émanent ne reflètent guère la réalité sur le terrain. » D'aucuns estiment que les associations dans cette wilaya sont devenues le cheval de Troie pour des pontes locaux afin de régler le compte à certains directeurs qui vont à l'encontre de leurs intérêts mercantiles et affairistes.

D. A.

GUELMA

La cité El-Hafsi, un vrai ghetto

Dans la commune de Guelma-ville, malgré les diverses opérations pour l'éradication des bidonvilles à travers le territoire national, des centaines de familles occupent encore et toujours le bidonville de la cité El-Hafsi, sur les hauteurs de la ville de Guelma. La grande majorité des maisons, en tôle ou en matériau de fortune, ne protègent ni du froid ni de la chaleur. Le danger de ces mauvaises conditions de vie n'est rien devant celui de ces poteaux électriques érigés avec des branches et dans tous les sens, une vraie toile d'araignée. La misère est hallucinante dans ces «ghettos de la honte». Le risque pour les 512 familles de se retrouver un jour ensevelies sous les décombres n'est pas à écarter, ces sites étant les plus précaires de la wilaya de Guelma, menacés de surcroît par d'importants glissements de terrain. «Les autorités locales et les élus locaux n'ont jamais rien fait pour nous. Nous vivons avec la hantise de voir nos enfants électrocutés. Les réseaux d'assainissement n'existent pas», clament les habitants

«Les élus de l'APC de Guelma-ville nous ont demandé de quitter le site pour nous loger ailleurs. Nous avons à peine de quoi nourrir nos familles», a déclaré un sexagénaire. Pour les visiteurs qui s'y rendent pour la première fois, la cité El-Hafsi offre une image désolante, isolée sur les hauteurs de la ville. Ici, personne ne croit à l'argument qui a justifié la construction de ce bidonville. Pour les Guelmis, ce «ghetto» est une «honte» pour toute la wilaya, mais surtout pour ses élus locaux.

B. A.